

## **ROUX-DEMARE François-Xavier**

*Doyen de la Faculté de Droit, Economie, Gestion et AES*

*Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles*

*Directeur du Master 2 Droit des personnes vulnérables*

Université de Bretagne occidentale

Né le 23/10/1978 (38 ans) à Saint-Étienne

Courriel : [francois-xavier.roux-demare@univ-brest.fr](mailto:francois-xavier.roux-demare@univ-brest.fr)

ou [fxrd@live.fr](mailto:fxrd@live.fr)



## **FORMATION**

- 2013 Qualification aux fonctions de Maître de conférences par le Conseil national des Universités, section 01
- 2012 Doctorat en droit privé, mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité, autorisation de publication et proposition pour un prix de thèse Université Jean Moulin Lyon 3 (Rhône)
- 2002-2003 Diplôme d'études approfondies (Master) de droit pénal et de sciences criminelles (Mention AB) à l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Rhône)
- 2001-2002 Diplôme d'études judiciaires (Spécialité : Magistrature) à l'Institut d'études judiciaires de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (Loire)
- 1997-2001 DEUG, Licence et Maîtrise de droit (Mention carrières judiciaires et sciences criminelles) à l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (Loire)
- 1996-1997 Diplôme du baccalauréat général (Série sciences économiques et sociales) Mention AB

## **EXPERIENCES PROFESSIONNELLES**

- Depuis 2013 Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Bretagne occidentale, Brest  
Centre de recherche en droit privé – CRDP (EA3881)
- 2012-2013 Chargé d'enseignements vacataire (droit civil) au Centre universitaire d'Agen de l'Université Montesquieu – Bordeaux IV
- 2011-2013 Assistant de justice au Département de la recherche et de la documentation de l'École nationale de la magistrature de Bordeaux (rédaction d'articles pour la *Revue Justice Actualités* et de documents pédagogiques à destination des auditeurs et des magistrats, participation à des recherches juridiques sur les pratiques judiciaires)
- 2010-2013 Chargé d'enseignements vacataire (droit civil, droit pénal et introduction au droit) à la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne – Anglet – Biarritz de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

- 2010-2012 Agent administratif contractuel aux bibliothèques universitaires d'Anglet et de Bayonne ainsi qu'à la bibliothèque de l'Ordre des Avocats au barreau de Bayonne
- 2009-2010 Responsable administratif du Diplôme supérieur d'administration de biens et du Master 2 Droit immobilier à l'Institut de droit immobilier et d'administration de biens (IDIAB) devenu l'Institut de droit patrimonial et immobilier (IDPI) de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3
- Responsable de l'organisation des colloques et des recherches documentaires à l'Institut d'études judiciaires (IEJ) de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3
- Chargé d'enseignements vacataire (droit civil, sciences criminelles, histoire et méthodologie juridique) à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3
- 2007-2009 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) en droit privé (Faculté de droit) à l'Université Jean Moulin Lyon 3, chargé d'enseignements en droit civil et sciences criminelles

## PUBLICATIONS

### Ouvrages :

- Marie-Charlotte DIZES et François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *Le droit dans les fictions*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne – LGDJ-Lextenso éditions, « Colloques & Essais », en *préparation*
- Laurent MISERY, François-Xavier ROUX-DEMARE et Jacques SIZUN (sous la direction de), *Le syndrome du bébé secoué, la vulnérabilité victimologique par essence*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne – LGDJ-Lextenso éditions, « Colloques & Essais », en *préparation* (**droit pénal spécial, procédure pénale, droit civil**)
- François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *Sexe et Vulnérabilité*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne – LGDJ-Lextenso éditions, « Colloques & Essais », *parution prévue pour avril 2017* (**droit pénal, droit civil**)
- Gildas ROUSSEL et François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *L'eupéanisation de la justice pénale – Actes du colloque organisé le 16 octobre 2015 par le Centre de recherche en droit privé de l'Université de Bretagne occidentale*, Paris, Editions CUJAS, Collection « Actes et Etudes », 2016, 180 p. (**droit pénal européen, droit pénal général, procédure pénale**)
- Dorothee GUERIN et François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *Logement et vulnérabilité*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne – LGDJ-Lextenso éditions, Collection « Colloques & Essais », n° 23, 2016, 348 p. (**droit immobilier, droit civil**)

### Contributions publiées dans des ouvrages collectifs :

- « La lutte contre le syndrome du bébé secoué à l'épreuve de la qualification pénale », in Laurent MISERY, François-Xavier ROUX-DEMARE et Jacques SIZUN (sous la direction de), *Le syndrome du bébé secoué, la vulnérabilité victimologique par essence*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne – LGDJ-Lextenso éditions, « Colloques & Essais », en *préparation* (**droit pénal spécial**)
- « Vers l'institution d'une Cour pénale européenne, de l'utopie à la réalité », in Gildas ROUSSEL et François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *L'eupéanisation de la justice pénale – Actes du colloque organisé le 16 octobre 2015 par le Centre de recherche en droit privé de l'Université de Bretagne occidentale*, Paris, Editions CUJAS, Collection « Actes et Etudes », 2016, pp. 143-172 (**droit pénal européen**)
- « Prolégomènes. Vers une justice pénale européenne », co-rédigée avec M. Gildas ROUSSEL, in Gildas ROUSSEL et François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *L'eupéanisation de la justice pénale – Actes du colloque organisé le 16 octobre 2015 par le Centre de recherche en droit privé de l'Université de Bretagne occidentale*, Paris, Editions CUJAS, Collection « Actes et Etudes », 2016, pp. 7-9 (**droit pénal européen**)
- « Assurer la sécurité par une redistribution des compétences des forces en action, ou lutter contre la criminalité transnationale à l'appui des autorités militaires », in Mathieu CONAN et Béatrice THOMAS-TUAL (sous la coordination de), *Du droit de la sécurité et de la défense – Annuaire 2016*, Paris, Editions mare & martin, Collection « Droit de la sécurité et de la défense », 2016, pp. 191-215 (**droit pénal, droit pénal européen, procédure pénale, droit militaire**)
- « Colocation et vulnérabilité, de l'ambivalence à la réelle contradiction de ces notions », in Dorothee GUERIN et François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *Logement et vulnérabilité*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne – LGDJ-Lextenso éditions, Collection « Colloques & Essais », n° 23, 2016, pp. 287-308 (**droit immobilier, droit civil**)

- « Conclusion », co-rédigée avec Mme Dorothee GUERIN, in Dorothee GUERIN et François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *Logement et vulnérabilité*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne – LGDJ-Lextenso éditions, Collection « Colloques & Essais », n° 23, 2016, pp. 327-331 (**droit immobilier, droit civil**)
- « Introduction », co-rédigée avec Mme Dorothee GUERIN, in Dorothee GUERIN et François-Xavier ROUX-DEMARE (sous la direction de), *Logement et vulnérabilité*, Clermont-Ferrand, Fondation Varenne – LGDJ-Lextenso éditions, Collection « Colloques & Essais », n° 23, 2016, pp. 13-28 (**droit immobilier, droit civil**)
- « Le cadre opérationnel de l'Union européenne dans la lutte contre la traite des êtres humains », in M<sup>a</sup> Rosa GUTIERREZ SANZ, Maitena POELEMANS, Iñaki RIAÑO BRUN et Manuel RICHARD GONZALEZ, *El fenómeno de la prostitución Cooperación franco-española en la lucha contra la trata de seres humanos*, Aranzadi, 2015, pp. 207-221 (**droit pénal, droit pénal européen, procédure pénale**)
- « L'influence de l'Union européenne dans le processus de juridictionnalisation de l'enquête pénale », in Olivier DECIMA (sous la direction de), *La juridictionnalisation de l'enquête pénale – Actes du colloque organisé le 30 avril 2014 par l'ENM et l'ISJC*, Paris, Cujas, Collection « Actes & études », 2015, pp. 31-53 (**droit pénal européen**)
- « L'indépendance et l'impartialité de l'arbitre au regard de la jurisprudence française », in Aránzazu Pérez MORIONES, Iñaki Riaño BRUN et Michèle MESTROT (Coordinadores), *El arbitraje : una nueva perspectiva desde el Derecho español y el Derecho francés*, Las Rozas, La Ley (diffusion Wolters Kluwer), 2013, pp. 439-460 (**droit civil, procédure civile**)
- « Vers l'institution d'un droit commun de la médiation en droit français ? », in Teresa Hualde MANSO (directora) y Michèle MESTROT (coordinadora), *La mediación en asuntos civiles y mercantiles. La transposición de la Directiva 2008/52 en Francia y en España*, Las Rozas, La Ley (diffusion Wolters Kluwer), 2013, pp. 417-452 (**procédure civile, droit européen**)
- « Le congé pour motifs légitimes et sérieux », in Sylvain GRATALOUP et Béatrice KAN-BALIVET (sous la direction de), *L'expulsion du locataire & bilan et perspectives après 20 ans d'application de la Loi du 6 juillet 1989*, Actes de colloques organisés par l'Institut de droit immobilier et d'administration de biens (IDIAB), Aix-en-Provence, Edition Edilax, 2010, pp. 397-437 (**droit immobilier**)

#### Contributions publiées dans des revues juridiques :

- « L'ambivalence de l'appréhension pénale des mineurs », co-rédigée avec Mme Michèle MESTROT et M. Gildas ROUSSEL, à paraître (**droit pénal général, droit pénal spécial, procédure pénale**)
- « Réflexions pour une légalisation de la gestation pour autrui en droit français », *Revue de recherche juridique – Droit prospectif*, à paraître (**droit de la famille**)
- « L'appréhension pénale de la pédophilie entre protection aggravée du mineur et pénalisation de l'attirance », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, à paraître (**droit pénal spécial**)
- « Le mandat d'arrêt européen, succès de l'Europe pénale ? », co-rédigée avec M. Gildas ROUSSEL, *Cahiers de la sécurité et de la justice*, à paraître (**droit pénal européen, procédure pénale**)
- « Le secret de la personne protégé par le ministre du culte : le secret de la confession (vers la remise en cause du secret de la confession) », co-rédigée avec Mme Nathalie DE BREMAEKER, *Les Petites affiches*, 14 novembre 2016, n° 226-227, pp. 42-46 (**droit pénal général, droit pénal spécial**)
- « La réponse pénale contre l'habitat dégradé », *AJ Pénal* février 2016 pp. 63-65 (**droit pénal spécial**)
- « Les mineurs et les réseaux sociaux sur Internet, regard par le prisme du droit pénal », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 4, octobre-décembre 2015, pp. 847-861 (**droit pénal spécial**)

- « La notion de vulnérabilité de la personne au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Journal du droit des jeunes – Revue d'action juridique et sociale*, mai-juin 2015, n° 345-346, pp. 35-38 (**droit européen**)
- « L'appréhension pénale de la diffusion de son intimité sur Internet », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier-mars 2015, pp. 41-55 (**droit pénal spécial**)
- « L'Europe pénale : une utopie réalisable », *Les cahiers de la justice*, 2014/1, pp. 115-126 (**droit pénal européen**)
- « Liberté, sexe et droit : une confrontation conditionnée par la protection des mineurs », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 4, octobre-décembre 2013, pp. 845-861 (**droit pénal général, droit pénal spécial**)
- « Entre lutte et bienveillance : paradoxe d'une approche du phénomène délinquant », *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 3, juillet-septembre 2013, pp. 555-564 (**droit pénal général, droit pénal spécial**)
- « Towards the creation of a European criminal record? », *Revue internationale de droit comparé*, 3-2012, pp. 777-791 (**droit pénal européen, droit pénal général, procédure pénale**)
- « Rappel de la fonction éducative de la justice des mineurs : l'exemple du service citoyen », *Gazette du palais*, 11 septembre 2012, n° 255, Doctrine, pp. 13-16 (**droit pénal des mineurs**)
- « Vers la suppression de l'exequatur en Europe ? Approches générales de l'exécution des décisions au niveau européen », *Revue juridique de l'Ouest*, 2-2012, pp. 151-182 (**droit pénal européen, droit civil européen**)
- « L'exécution des décisions fondées sur une harmonisation procédurale par la mise en œuvre de procédures spécifiques », *Revue Justice Actualités*, n° 3/2011, pp. 43-51 (**droit pénal européen, droit civil européen**)
- « Garde à vue : la décision du Conseil constitutionnel n° 2010-14/20 QPC du 30 juillet 2010 et ses suites. – Retour sur l'ébranlement du pivot de l'enquête policière », *Revue Justice Actualités*, n° 2/2011, pp. 57-70 (**procédure pénale, droit pénal général, droit européen**)

#### Observations jurisprudentielles :

- « Violation de domicile. Les éléments constitutifs du délit à l'épreuve de l'action des associations de droit au logement », *AJ Pénal* septembre 2016, pp. 435-436 (**droit pénal spécial**)
- « Constitutionnalité du délit de « négationnisme ». Obs. ss. Conseil constitutionnel, 8 janvier 2016, n° 2015-512-QPC », *AJ Pénal* avril 2016, pp. 205-206 (**droit pénal spécial**)

#### Observations législatives :

- Chronique législative (synthèse des apports juridiques), textes parus au *Journal Officiel* du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2008, du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 31 décembre 2009, du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 31 décembre 2010, du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 31 décembre 2011, du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 31 décembre 2012, du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 31 décembre 2013, du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 31 décembre 2014, du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 31 décembre 2015, sous la direction de Monsieur André VARINARD, recteur, professeur émérite de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (**droit pénal général, procédure pénale, droit pénal spécial**) :
  - *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2016, p. 495
  - *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier-mars 2016, p. 197
  - *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2015, p. 465
  - *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier-mars 2015, p. 217
  - *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2014, p. 467
  - *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier-mars 2014, p. 211
  - *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2013, p. 477

- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier-mars 2013, p. 217
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2012, p. 485
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier-mars 2012, p. 221
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2011, p. 525
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier-mars 2011, p. 235
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2010, p. 507
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier-mars 2010, p. 239
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 3, juillet-septembre 2009, p. 723
- *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 2, avril-juin 2009, p. 495

Avec notamment les commentaires suivants :

- « Obs. sur la loi n° 2015-993 du 17 août 2015, portant adaptation de la procédure pénale au droit de l'Union européenne », *RPDP* 2016, pp. 198-209
- « Obs. sur le décret n° 2014-1095 du 26 septembre 2014, portant création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « système API-PNR France » pris pour l'application de l'article L. 232-7 du Code de la sécurité intérieure », *RPDP* 2015 pp. 477-480
- « Obs. sur la loi n° 2014-896 du 15 août 2014 sur l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales », co-rédigée avec Mme Akila TALEB-KARLSSON, *RPDP* 2015 pp. 232-253
- « Obs. sur la loi organique n° 2013-906 du 11 octobre 2013 et de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relatives à la transparence de la vie publique », *RPDP* 2014 pp. 483-485
- « Obs. sur la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régularisation des activités bancaires », *RPDP* 2014 pp. 229-236
- « Obs. sur l'ordonnance n° 2012-1218 du 2 novembre 2012 portant réforme pénale en matière maritime », *RPDP* 2013 pp. 218-221
- « Obs. sur la loi n° 2011-1862 du 13 décembre 2011 relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles », *RPDP* 2012 pp. 222-227
- « Obs. sur la loi n° 2010-819 du 20 juillet 2010 tendant à l'élimination des armes à sous-munitions et du décret n° 2010-900 du 29 juillet 2010 portant publication de la Convention sur les armes à sous-munitions, signée à Oslo le 3 décembre 2008 », *RPDP* 2011 pp. 542-545
- « Obs. sur la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public », *RPDP* 2011 pp. 536-542
- « Obs. sur la loi n° 2010-930 du 9 août 2010 portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale », *RPDP* 2011 pp. 529-533
- « Obs. sur la loi organique n° 2010-830 du 22 juillet 2010 relative à l'application de l'article 65 de la Constitution », *RPDP* 2011 pp. 525-529
- « Obs. sur le décret n° 2010-385 du 21 juillet 2010 relatif à l'incrimination de l'outrage au drapeau tricolore », *RPDP* 2011 pp. 247-249
- « Obs. sur la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein du couple et aux incidences de ces dernières sur les enfants », *RPDP* 2011 pp. 237-246
- « Obs. sur le décret n° 2009-1087 du 2 septembre 2009 relatif aux obligations de vigilance et de déclaration pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme », *RPDP* 2010 pp. 518-523
- « Obs. sur la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 dite loi pénitentiaire », *RPDP* 2010 pp. 510-514
- « Obs. sur le décret n° 2009-1466 du 1<sup>er</sup> décembre 2009 portant publication du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé à Lisbonne le 13 décembre 2007, et de certains actes connexes », *RPDP* 2010 pp. 507-510
- « Obs. sur la loi n° 2009-1311 du 28 octobre 2009 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet », *RPDP* 2010 pp. 248-253
- « Obs. sur la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques », *RPDP* 2010 pp. 246-248
- « Obs. sur la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires », *RPDP* 2010 pp. 244-246
- « Obs. sur la loi organique n° 2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de

la Constitution », *RPDP* 2010 pp. 239-243

- « Obs. sur la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie », *RPDP* 2009 pp. 723-727
- « Obs. sur la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet de modernisation des institutions de la V<sup>e</sup> République », *RPDP* 2009 pp. 495-497

- Diverses publications dans la *Revue Justice Actualités*, revue numérique de l'École nationale de la magistrature (disponible sur l'Intranet) :

- « L'encadrement des procédures de retour par le droit européen – la « directive-retour » de l'Union européenne », *Revue Justice Actualités*, n° 9/2014, pp. 74-81 (**droit européen**)
- « La lutte contre les dérives sectaires. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue Justice Actualités*, n° 8/2013, pp. 52-58 (**droit européen**)
- « La notion de vulnérabilité de la personne au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue Justice Actualités*, n° 7/2013, pp. 11-17 (**droit européen**)
- « Les éclairages de la Cour de justice de l'Union européenne sur le mandat d'arrêt européen (A propos de l'arrêt Melloni du 26 février 2013) », *Revue Justice Actualités*, n° 7/2013, pp. 205-208 (**droit pénal européen, procédure pénale**)
- « Le défaut de possession d'un éthylo-test : une infraction non sanctionnée ? », *Revue Justice Actualités*, n° 7/2013, pp. 209-210 (**droit pénal général**)
- « Saisie-conservatoire pénale et contrat d'assurance sur la vie. Obs. sous Cass. Crim. 30 octobre 2012, n° 12-84.961 », *Revue Justice Actualités*, n° 6/2012, pp. 136-138 (**procédure pénale, droit pénal général**)
- « L'appréhension européenne du comportement de harcèlement », *Revue Justice Actualités*, n° 6/2012, pp. 115-123 (**droit pénal, droit pénal européen, droit européen**)
- « Inflation des fichiers : mise en place des fichiers issus de la LOPPSI 2 », *Revue Justice Actualités*, n° 5/2012, pp. 166-167 (**procédure pénale**)
- « Exécution des peines : présentation de la loi n° 2012-409 du 27 mars 2012 de programmation relative à l'exécution des peines », *Revue Justice Actualités*, n° 5/2012, pp. 163-165 (**procédure pénale**)
- « Réadaptation du mineur délinquant : la piste du service citoyen », *Revue Justice Actualités*, n° 5/2012, pp. 151-155 (**droit pénal des mineurs**)
- « Présentation de la loi du 13 décembre 2011 relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles (dispositions pénales) », *Revue Justice Actualités*, n° 4/2012, pp. 136-140 (**procédure pénale**)
- « Retour sur les contours de l'impartialité du juge des libertés et de la détention. – A propos des 9 arrêts rendus par la 1<sup>ère</sup> chambre civile le 18 mai 2011 », *Revue Justice Actualités*, n° 2/2011, pp. 77-79 (**procédure pénale, droit européen**)
- « Vers quelles nouvelles attributions ? – Réaffirmation de la place et de l'importance du juge des libertés et de la détention », *Revue Justice Actualités*, n° 2/2011, pp. 3-20 (**procédure pénale**)

- Diverses publications dans la Revue de droit privé guinéen, disponible en ligne (<http://www.juriguinee.org>) :

- « La soutenance de thèse », avril 2015.
- « Etre étudiant en droit, choisir et réussir ! », janvier 2014.

- Diverses publications dans la Gazette juridique de la Faculté de droit virtuelle de l'Université Jean Moulin Lyon 3, disponible en ligne (<http://fdv.univ-lyon3.fr/modules/gazette>) :

- « Laissez les morts reposer en paix ! Retour sur l'incrimination portant sur les atteintes au respect dû aux morts », mars 2010.
- « Ne pas confondre diffamation envers une personne publique d'une diffamation d'un simple particulier ! (Obs. sous Cass. Crim. 17 mars 2009, pourvoi n° 08-86.659) », mai 2009.
- « La Cour de cassation et l'homophobie (Obs. sous Cass. Crim. 12 nov. 2008, inédit) », avril 2009.
- « Faut-il introduire la notion d'inceste dans le Code pénal ? », mars 2009.

- « Capacité d'ester en justice des associations étrangères (Obs. sous CEDH, 15 janv. 2009, Affaire Ligue du Monde islamique et Organisation islamique mondiale au secours islamique contre France) », mars 2009.

Dépouillements :

- Collaboration à la *Revue des revues*, Centre de droit pénal, sous la direction de Monsieur André VARINARD, recteur, professeur émérite de l'Université Jean Moulin Lyon 3, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 4, octobre-décembre 2007, 2008, 2009, 2010, 2011



## RECHERCHES

2012

Thèse sous la direction de Mme Annie BEZIZ-AYACHE intitulée « *De l'entraide pénale à l'Europe pénale* » au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Cette recherche tend à démontrer que la coopération pénale en Europe ne se fonde plus sur une logique d'entraide entre les États européens mais sur un objectif d'intégration développé au sein de plusieurs enceintes ; particulièrement le Conseil de l'Europe, la Communauté européenne – l'Union européenne, le Benelux et le Conseil nordique. Cette évolution vers un système partenarial répond à une nécessité illustrée par le rapport criminalité internationale – entraide pénale classique. Elle se fonde sur un socle de règles (droits fondamentaux) et divers principes juridiques dont l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle. Elle apparaît désormais comme une réalité complexe due à une multiplication des espaces pénaux. Cette étude propose ainsi une redéfinition de cet espace pénal européen sous le concept d' « *Europe pénale* », suggérant alors les modifications qui s'imposent.

**Lauréat du Prix de la recherche de l'École nationale de la magistrature 2013.**

**Publication dans la collection « *Bibliothèque de la justice* » aux Editions Dalloz, octobre 2014, 670 p.**

2003

Mémoire de DEA sous la direction de Mme Annie BEZIZ-AYACHE intitulé « *Les empreintes génétiques* », réalisé au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Cette recherche a été effectuée en collaboration avec l'Organisation internationale de police criminelle – Interpol et le laboratoire de la police technique et scientifique de Lyon.

## COLLOQUES – CONFÉRENCES

### Interventions personnelles :

- *Droit pénal, violences et Internet*, Conférence réalisée à l'Université de Grenoble, le 10 février 2017
- *De l'ambivalence de la protection des mineurs, d'autrui à lui*, Intervention lors du séminaire « Jeunesse et droit » organisé par l'Université de Bretagne occidentale, le 2 décembre 2016
- *L'appréhension pénale de la pédophilie entre protection aggravée du mineur et pénalisation de l'attirance*, Intervention lors de la journée d'étude « Pédophilie : éclairages pluridisciplinaires » organisée par le Centre de ressources sur les auteurs de violence sexuelle Bretagne (CRAVS Antenne Brest), à l'Hôpital de Bohars, le 10 novembre 2016
- *Analyse théorique des poursuites pénales envisageables*, Intervention lors du colloque « Le syndrome du bébé secoué, la vulnérabilité victimologique par essence. Approche pluridisciplinaire » organisé par l'Université de Bretagne occidentale, le 14 octobre 2016
- *Le secret de la personne protégé par le Ministre du culte : le secret de la confession*, Intervention lors du colloque « Le secret et le droit. Morceaux choisis » organisé par l'Université de Bretagne occidentale, le 6 mai 2016
- *Pour une cour pénale européenne*, Conférence réalisée à l'Université de Rennes 1, le 29 mars 2016

- *L'adolescent et les réseaux sociaux, Aspects juridiques*, Intervention lors du séminaire « L'adolescent et les réseaux sociaux » organisé par la Maison des Adolescents de Strasbourg, 24 mars 2016
- *Réflexion pour une légalisation de la maternité pour autrui en droit français*, Intervention lors du séminaire « Méthodes d'aide à la procréation, parentalité et parenté » organisé par la Maison des sciences de l'homme en Bretagne, 11 décembre 2015
- *Etat des lieux de l'habitat indigne*, Intervention lors du colloque « Justice & Habitat indigne » organisé par la Fondation Abbé Pierre, son agence régionale de Bretagne et les associations de la Maison de la consommation et de l'environnement, à l'Université de Bretagne occidentale, le 1<sup>er</sup> décembre 2015
- *Le recours aux autorités militaires pour lutter contre la criminalité transnationale*, Conférence réalisée à l'Université Aïn Shams du Caire (Egypte), le 19 novembre 2015
- *L'institution d'une Cour pénale européenne : entre utopie et nécessité*, Intervention lors du colloque « L'europanisation de la justice pénale » organisé à l'Université de Bretagne occidentale, le 23 octobre 2015
- *Les enfants et les réseaux sociaux – Aspect pénal*, Intervention lors d'une table ronde sur « L'enfant et les réseaux sociaux » organisée par l'Université de Strasbourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2015
- *Assurer la sécurité par une redistribution des compétences des forces en action*, Intervention lors du colloque « Droit de la sécurité et de la défense en 2015 » organisé à l'Université de Bretagne occidentale, les 24 et 25 septembre 2015
- *Skins. De la réalité à la fiction...*, Intervention lors de la journée d'étude « Le droit dans les fictions. Saison II » organisée à l'Université de Bretagne occidentale, le 27 mars 2015
- *Le droit pénal face à la diffusion de sa vie privée sur Internet*, Intervention lors de la journée d'étude « Médias et violences » organisée par le Centre de ressources sur les auteurs de violence sexuelle Bretagne (CRAVS Antenne Brest), à l'Hôpital de Bohars, le 23 octobre 2014
- *La colocation*, Intervention lors du colloque « Vulnérabilité et logement » organisé à l'Université de Bretagne occidentale, le 10 octobre 2014
- *L'Union européenne et la juridictionnalisation de l'enquête*, Intervention lors du colloque organisé par l'Université de Bordeaux (ISCJ) et l'École nationale de la magistrature intitulé « La juridictionnalisation de l'enquête pénale », réalisé à l'Université de Bordeaux, le 30 avril 2014
- *De l'entraide pénale à l'Europe pénale. Vers la création d'un nouveau concept d'espace pénal européen. La proposition du concept d'« Europe pénale » : une utopie réalisable*, Conférence réalisée à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux, lors de la semaine sur les « Échanges européens » dans le cadre de la formation initiale des auditeurs français et de stagiaires étrangers, le 3 décembre 2013
- *Le droit et les nouvelles pratiques sexuelles*, Conférence lors d'une manifestation intitulée « Le Printemps de la fac » sur le thème de la liberté, réalisée à la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne de l'Université de Pau et des pays de l'Adour, le 11 avril 2013
- *Le congé pour motifs légitimes et sérieux*, Intervention lors du colloque intitulé « La loi n° 89-462 du 6 juillet 1989

*tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Bilan et perspectives après 20 ans d'application* », réalisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3, le 10 décembre 2009

#### Membre du Comité d'organisation scientifique :

- Membre du Comité d'organisation scientifique d'une série de séminaires et d'un colloque de restitution sur « *Droit et jeunesse* », organisés à l'Université de Bretagne occidentale. Premier séminaire le 2 décembre 2016 sur « *Quels sont les finalités des règles de droit spécifiques à la jeunesse ?* ». Second séminaire le 30 juin 2017 sur « *Quels sont les seuils relatifs à la jeunesse ?* ».
- Membre du Comité d'organisation scientifique du colloque intitulé « *Sur les routes de la drogue* », en partenariat avec l'Ecole nationale de la magistrature organisé à l'Université de Bretagne occidentale, le 24 mars 2017.
- Membre du Comité d'organisation scientifique du colloque intitulé « *Le syndrome du bébé secoué, la vulnérabilité victimologique par essence. Approche pluridisciplinaire* », sous le haut patronage de Monsieur le ministre de la Justice Jean-Jacques URVOAS et de Madame la ministre de la Santé Marisol TOURAINE, en partenariat avec l'Ecole nationale de la magistrature organisé à l'Université de Bretagne occidentale, le 14 octobre 2016.
- Membre du Comité d'organisation scientifique de l'Université d'été intitulée « *Ecologie et bien commun* », organisé à l'Université de Bretagne occidentale, les 1<sup>er</sup> au 3 septembre 2016.
- Direction scientifique du colloque intitulé « *Sexe & Vulnérabilité* », journée d'étude des étudiants du Master 2 Droit des personnes vulnérables, organisé à l'Université de Bretagne occidentale, le 12 février 2016.
- Membre du Comité d'organisation scientifique du colloque intitulé « *L'europeanisation de la justice pénale* », sous le haut patronage de Madame la ministre de la Justice Christiane TAUBIRA et en partenariat avec l'Ecole nationale de la magistrature et l'Association des magistrats de l'Union européenne, organisé à l'Université de Bretagne occidentale, le 23 octobre 2015.
- Membre du Comité d'organisation scientifique du colloque intitulé « *Vulnérabilité et logement* », organisé à l'Université de Bretagne occidentale, le 10 octobre 2014.

#### Membre du Comité d'organisation :

- Organisateur de la Conférence organisée par l'Institut d'études judiciaires de l'Université Jean Moulin Lyon 3, intitulée « *Les procédures familiales* », organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3, le 21 mai 2010.
- Membre du Comité d'organisation du Colloque organisé par l'Université Jean Moulin Lyon 3 et le Barreau de Lyon, en collaboration avec l'Institut Lumière et le cinéma Comœdia, intitulé « *Les rencontres Droit, Justice et Cinéma* », organisé à Lyon, les 8-11 mars 2010.
- Membre du Comité d'organisation de la Conférence organisée par le Centre de droit constitutionnel et l'Institut d'études judiciaires de l'Université Jean Moulin Lyon 3, intitulée « *L'exception d'inconstitutionnalité : un nouvel outil de procédure* », organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3, le 27 novembre 2009.
- Membre du Comité d'organisation du XIX<sup>e</sup> congrès de l'Association française de droit pénal (AFDP), intitulé « *La défense pénale* », organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3, les 19-20 et 21 novembre 2009.
- Organisateur de la Conférence organisée par l'Institut d'études judiciaires de l'Université Jean Moulin Lyon 3, intitulée « *Aspects de la responsabilité bancaire* », organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3, le 28 octobre 2009.

# ENSEIGNEMENTS

## Enseignements en France :

### Enseignements à l'Université de Bretagne occidentale (Brest) :

#### (Droit civil – Droit pénal – Droit patrimonial – Droit immobilier)

- 2016-2017
- Cours magistraux (15 heures) de droit patrimonial en Master 2 Droit privé fondamental
  - Cours magistraux (6 heures) de victimologie en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Cours magistraux (4,5 heures) de mesures pénales de protection en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Cours magistraux (3 heures) sur l'enfance délinquante en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Cours magistraux (3 heures) sur l'accès du mineur à la justice en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Cours magistraux (3 heures) sur les principes généraux de la responsabilité en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Cours magistraux (6 heures) sur la responsabilité civile en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Cours magistraux (6 heures) sur la responsabilité pénale en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Travaux dirigés (6 heures) de cas pratique de synthèse sur les responsabilités (civile et pénale) en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Cours magistraux (3 heures) sur les associations en Master 2 Droit des personnes vulnérables
  - Cours magistraux (30 heures) de droit pénal spécial en Master 1 Droit
  - Cours magistraux (60 heures) de droit pénal général en Licence 2 Droit (Brest et Quimper)
  - Cours magistraux (24 heures) de criminologie en Licence – UE Libre UBO (Brest et Quimper)
  - Cours magistraux (12 heures) de droit de l'animal en Licence – UE Libre UBO (Brest et Quimper)
  - Cours magistraux (36 heures) d'introduction au droit civil et des personnes en Licence 1 Droit (Quimper)
  - Cours magistraux (30 heures) de droit de la famille en Licence 1 Droit (Quimper)
  - Cours magistraux (4 heures) sur les responsabilités pénales aux étudiants de l'Ecole supérieure d'ingénieurs en agroalimentaire de Bretagne Atlantique (ESIAB)
  - Cours magistraux (3 heures) sur la responsabilité médicale et hospitalière en première année commune des études de santé (PACES)
- 2015-2016
- Cours magistraux (12 heures) de droit patrimonial en Master 2 Droit privé fondamental
  - Cours magistraux (6 heures) de victimologie en Master 2 Droit des personnes vulnérables

- Cours magistraux (4,5 heures) de mesures pénales de protection en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (3 heures) sur l'enfance délinquante en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (3 heures) sur l'accès du mineur à la justice en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (6 heures) sur la responsabilité pénale en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (6 heures) sur la responsabilité civile en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Travaux dirigés (6 heures) de cas pratique de synthèse sur les responsabilités (civile et pénale) en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (3 heures) sur les associations en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (12 heures) de sujets, liens sociaux et vulnérabilité en Master 1 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (11 heures) de droit informatique (cybercriminalité) en Master 1
- Cours magistraux (30 heures) de droit pénal spécial en Master 1 Droit
- Cours magistraux (30 heures) de droit civil – les contrats spéciaux en Licence 3 Droit
- Cours magistraux (60 heures) de droit pénal général en Licence 2 Droit (Brest et Quimper)
- Cours magistraux (24 heures) de criminologie en Licence – UE Libre UBO (Brest et Quimper)
- Travaux dirigés (40 heures – 2 groupes) de droit de la responsabilité civile en Licence 2
- Travaux dirigés (40 heures – 2 groupes) de droit des obligations en Licence 2
- Cours magistraux (36 heures) d'introduction au droit civil et des personnes en Licence 1 Droit (Quimper)
- Cours magistraux (30 heures) de droit de la famille en Licence 1 Droit (Quimper)
- Travaux dirigés (15 heures – 2 groupes) de méthodologie en Licence 1 Droit (Quimper)
- Cours magistraux (4 heures) sur les responsabilités pénales aux étudiants de l'Ecole supérieure d'ingénieurs en agroalimentaire de Bretagne Atlantique (ESIAB)

2014-2015

- Cours magistraux (15 heures) de responsabilités des constructeurs en Master 2 Droit du patrimoine et des activités immobilières
- Cours magistraux (15 heures) de droit patrimonial en Master 2 Droit privé fondamental
- Cours magistraux (6 heures) de victimologie en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (4,5 heures) de mesures pénales de protection en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (3 heures) sur l'enfance délinquante en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (3 heures) sur l'accès du mineur à la justice en Master 2 Droit

des personnes vulnérables

- Cours magistraux (3 heures) sur les associations en Master 2 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (21 heures) de sujets, liens sociaux et vulnérabilité en Master 1 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (4 heures) de droit informatique (cybercriminalité) en Master 1
- Cours magistraux (30 heures) de droit pénal des affaires en Master 1 Droit
- Cours magistraux (60 heures) de droit civil – les contrats spéciaux en Licence 3 Droit (Brest et Quimper)
- Intervenant (3 heures) dans le cadre du Jeu d'entreprise (encadrement et correction) en Licence 3 AES
- Cours magistraux (30 heures) de droit pénal général en Licence 2 Droit (Brest)
- Cours magistraux (24 heures) de droit civil – les contrats spéciaux et protection du consommateur en Licence 2 AES
- Cours magistraux (36 heures) d'introduction au droit civil et des personnes en Licence 1 Droit (Quimper)
- Cours magistraux (30 heures) de droit de la famille en Licence 1 Droit (Quimper)
- Cours magistraux (6 heures) sur le statut de la personne protégée poursuivie pénalement en DU Mandataires judiciaires

2013-2014

- Cours magistraux (15 heures) de responsabilités des constructeurs en Master 2 Droit du patrimoine et des activités immobilières
- Cours magistraux (15 heures) de droit patrimonial en Master 2 Droit privé fondamental
- Cours magistraux (12 heures) de sujets, liens sociaux et vulnérabilité en Master 1 Droit des personnes vulnérables
- Cours magistraux (30 heures) de droit pénal des affaires en Master 1 Droit
- Cours magistraux (4 heures) de droit informatique (cybercriminalité) en Master 1
- Cours magistraux (60 heures) de droit civil – les contrats spéciaux en Licence 3 Droit (Brest et Quimper)
- Cours magistraux (24 heures) de droit civil – les contrats spéciaux et protection du consommateur en Licence 2 AES
- Cours magistraux (3,5 heures) sur le démembrement de propriété pour le DU en gestion de patrimoine

#### **Enseignements à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV :**

##### **(Les contrats spéciaux – Les sûretés)**

2012-2013

- Travaux dirigés (15 heures) de droit civil – les contrats spéciaux en Licence 3
- Travaux dirigés (15 heures) de droit civil – les sûretés en Licence 3

#### **Enseignements à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour :**

##### **(Droit pénal général – Droit de la famille – Introduction générale au droit – Introduction au droit civil)**

2012-2013

- Travaux dirigés (72 heures) de droit pénal général en Licence 2

- Travaux dirigés (45 heures) d'introduction générale au droit en Licence 1
  - Travaux dirigés (30 heures) de droit civil - droit de la famille en Licence 1
- 2011-2012
- Travaux dirigés (90 heures) de droit pénal général en Licence 2
  - Travaux dirigés (30 heures) de droit civil - introduction au droit civil en Licence 1
  - Travaux dirigés (30 heures) de droit civil - droit de la famille en Licence 1
- 2010-2011
- Travaux dirigés (45 heures) de droit pénal général en Licence 2
  - Travaux dirigés (30 heures) de droit civil - introduction au droit civil en Licence 1
  - Travaux dirigés (30 heures) de droit civil - droit de la famille en Licence 1

### **Enseignements à l'Université Jean Moulin Lyon 3 :**

#### **(Droit pénal général – Droit pénal spécial – Procédure pénale – Droit de la famille – Droit des biens – Droit des personnes – Ateliers de synthèse – Histoire du droit – Introduction au droit)**

- 2009-2010
- Travaux dirigés (15 heures) de droit pénal spécial en Master 1
  - Ateliers (30 heures) de synthèse en Master 1 (reprise de l'ensemble des matières étudiées pendant les quatre premières années de droit)
  - Travaux dirigés (30 heures) de droit civil - droit de la famille en Licence 3
  - Ateliers (60 heures) d'histoire du droit - histoire des institutions en Licence 1
  - Ateliers (30 heures) de droit pénal général en Licence 2
  - Ateliers (75 heures) de procédure pénale en Licence 3
  - Travaux dirigés (2 heures) de préparation de l'examen d'accès au CRFPA
  - Travaux dirigés de Web-tutorat (23 heures) en Licence 3
- 2008-2009
- Ateliers (75 heures) de droit pénal général en Licence 2
  - Ateliers (60 heures) de procédure pénale en Licence 3
  - Travaux dirigés (15 heures) de droit pénal spécial en Master 1
  - Travaux dirigés (15 heures) de droit civil - les biens en Licence 1
  - Travaux dirigés (10,5 heures) de droit civil - les personnes en Licence 1
  - Travaux dirigés (12 heures) d'introduction au droit en Licence 1
- 2007-2008
- Ateliers (105 heures) de droit pénal général en Licence 2
  - Ateliers (60 heures) de procédure pénale en Licence 3
  - Travaux dirigés (14 heures) de droit pénal spécial en Master 1
  - Travaux dirigés (15 heures) de droit civil - les biens en Licence 1

### **Enseignements à l'étranger :**

#### **(Méthodologie du mémoire – Méthodologie du commentaire d'arrêt – Droit pénal général)**

- 2016-2017
- Séminaire (15 heures) de droit pénal européen pour les étudiants de Licence et de Master, à l'Université Eötvös Loránd, Budapest (Hongrie)
  - Séminaire (15 heures) de droit pénal – dispositif anti-corruption pour les étudiants de Master 2, à l'Université Ain Shams, Le Caire (Egypte)
  - Cours magistraux (15 heures) de droit pénal pour les étudiants de 2<sup>ème</sup> année, à l'Université Ain Shams, Le Caire (Egypte)
- 2015-2016
- Séminaire (15 heures) de droit pénal – dispositif anti-corruption pour les étudiants de Master 2, à l'Université Ain Shams, Le Caire (Egypte)
  - Cours magistraux (15 heures) de droit pénal pour les étudiants de 2<sup>ème</sup> année, à

l'Université Aïn Shams, Le Caire (Egypte)

- 2014-2015
- Séminaire (15 heures) de droit pénal – dispositif anti-corruption pour les étudiants de Master 2, à l'Université Aïn Shams, Le Caire (Egypte)
  - Cours magistraux (15 heures) de droit pénal pour les étudiants de 2<sup>ème</sup> année, à l'Université Aïn Shams, Le Caire (Egypte)
- 2013-2014
- Cours magistraux (15 heures) de droit pénal pour les étudiants de 2<sup>ème</sup> année, à l'Université Aïn Shams, Le Caire (Egypte)
- 2009-2010
- Cours magistraux (10 heures) de méthodologie du mémoire pour les étudiants de 4<sup>ème</sup> année, à l'Université française d'Arménie (UFAR), Erevan (Arménie).
  - Cours magistraux (7,5 heures) de méthodologie du commentaire d'arrêt pour les étudiants de 3<sup>ème</sup> année, à l'Université française d'Arménie (UFAR), Erevan (Arménie).
  - Travaux dirigés (20 heures) de droit pénal pour les étudiants de 2<sup>ème</sup> année, à l'Université Aïn Shams, Le Caire (Egypte)



## ENCADREMENT DE THESES ET DE MEMOIRES

- **Jean-Emmanuel BESSET**, *La responsabilité à l'aune de la génétique*, thèse en co-direction avec le professeur Astrid MARAIS, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2016
- **Nathalie DE BREMAEKER**, *Droit et psychanalyse*, thèse en co-direction avec le professeur Marion COTTET, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2016
- **Katy MOLINERY**, *Les abus financiers à l'égard des aînés*, thèse en co-direction avec le professeur Muriel REBOURG, depuis le 27 novembre 2015

Depuis 2015	Direction de mémoires de recherche, réalisés par des étudiants du Master 2 Droit des affaires de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université Général Lansana Conté Sonfonia Conakry (Guinée)
Depuis 2014	Direction de mémoires de recherche et de mémoires de stage, réalisés par des étudiants de Master 2 Droit public des secteurs stratégiques et des affaires de la Faculté de droit de l'Université Aïn Shams, Le Caire (Egypte)
Depuis 2013	Direction de mémoires de recherche et de mémoires de stage, réalisés par des étudiants de Licence 2 au Master 2 à la Faculté de droit de l'Université de Bretagne occidentale (Brest et Quimper)

## VIE UNIVERSITAIRE

### Responsabilités pédagogiques :

Depuis 2016	Président des commissions de recrutement des personnels enseignants du second degré affectés dans le supérieur (PRAG – PRCE)
Depuis 2015	Membre des comités de sélection en vue de pourvoir des emplois de maître de conférences (UFR Brest 2015)
Depuis 2015	Membre des commissions de recrutement des ATER en droit privé et sciences criminelles et des commissions de recrutement des professionnels associés
Depuis 2014	Directeur du Master 2 Droit des personnes vulnérables de l'Université de Bretagne occidentale, Brest
Depuis 2014	Enseignant référent pour les étudiants de Licence 1 Droit, à Quimper
Depuis 2013	Président ou membre des jurys de Master 2
Depuis 2007	Président ou membre des jurys de Licence au Master 1
2015-2016	Responsable de l'année de Licence 3 Droit, à Brest et à Quimper
2013-2016	Responsable de l'enseignement « <i>Sujets, liens sociaux et vulnérabilité</i> », enseignement de 48 heures mutualisé à l'UFR Droit et l'UFR Lettres

### **Responsabilités de recherche :**

- Depuis 2013 Membre du Centre de recherche en droit privé – CRDP (EA3881) de l'Université de Bretagne occidentale, Brest
- Depuis 2013 Membre du groupement de recherches « Réseau universitaire européen Droit de l'Espace de liberté, sécurité et justice » (GDR RUEDELSJ n° 3452)
- 2014-2015 Expertise de l'expérimentation du service unique du justiciable (SAUJ) mis en place dans les juridictions de l'arrondissement de Brest : étude au TI/CPH et TGI de Brest et TI/CPH Morlaix.
- 2007 à 2013 Membre du Centre de droit pénal de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Réalisation des permanences, préparation de colloques, mise à jour des revues juridiques)
- 2008 à 2010 Web-tuteur à la Faculté de droit virtuelle (FDV) de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Préparation de documents pédagogiques, actualisation des documents, articles pour la gazette d'actualité, aide aux étudiants)

### **Responsabilités administratives :**

- 2016 Élu directeur (portant le titre de Doyen) de l'Unité de formation et de recherche (UFR) Droit et Sciences économiques, dénommée Faculté de droit, d'économie, de gestion et d'administration économique et sociale (AES) de l'Université de Bretagne occidentale
- 2014-2016 Élu au Conseil scientifique de la Faculté de droit, économie, gestion et AES de l'Université de Bretagne occidentale (Représentant Enseignant-chercheur du CRDP)
- 2010 Élu au Conseil d'administration de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Collège C)
- 2009-2010 Agent administratif à l'Institut d'études judiciaires (IEJ) et à l'Institut de droit immobilier et d'administration de biens (IDIAB) de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (responsable de diplômés et de l'organisation de colloques)

### **AUTRES RESPONSABILITES OU COMPETENCES**

- Depuis 2016 Membre du grand jury de l'examen d'entrée à l'école des avocats (Brest)
- Depuis 2016 Formation continue des avocats, *Actualisation en droit pénal*, Ecole des avocats du Grand Ouest (Brest, Rennes et Nantes)
- Depuis 2013 Présentation des études de droit dans des lycées et des salons de l'étudiant, à Bayonne puis à Brest.
- Octobre 2015 Intervention « Droit pénal des mineurs, transgressions et sanctions à l'adolescence », dans le cadre du DIU Adolescents difficiles, le 15 octobre 2015 au Rectorat de Rennes.
- 2011-2014 Membre du Comité de rédaction de la *Revue Justice Actualités* (RJA), publication

numérique (Intranet) de l'École nationale de la magistrature de Bordeaux.

Janvier 2013  
Janvier 2012

Présentation du statut juridique de l'embryon à des lycéens (Classes de Première ou de Terminale) au Lycée Largenté, Bayonne.

Langue étrangère : Anglais : lire (niveau B2) parler (niveau A2) écrire (niveau B2).